

**ACADÉMIE  
DE LYON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Aff N°: C25318926

N° chrono: 7

Date: 11/05/26

## **PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

### **Réaménagement du CIO de GIVORS GIVORS (69)**

#### **MAITRE D'OUVRAGE**

RECTORAT DE LYON  
92, Rue de Marseille  
69354 LYON



**apave**

mission de confiance

**Maître d'oeuvre**

ARCHI MONT D'OR  
12, rue des Ecoles  
69450 SAINT CYR AU MONT D'OR  
France

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON  
EST  
THIBAUT SYLVAIN  
5 Rue Alice Guy Blaché  
69800 ST PRIEST

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON  
EST  
THIBAUT SYLVAIN  
5 Rue Alice Guy Blaché  
69800 ST PRIEST

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	22/01/26	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	4
2	Aucun	04/05/26	Nouvelle rédaction du PGC : V2	6
3	Aucun	11/05/26	Nouvelle rédaction du PGC : V3 PLANNING	7

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
<b>Chute de hauteur de plus de 3 m.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ...</li> <li>■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2)</li> <li>■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...</li> </ul>
<b>Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ...</li> <li>■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ...</li> <li>■ sols mouvants, fosses, silos, ...</li> </ul>
<b>Risques électriques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ contact avec des pièces nues sous- tension &gt; à la TBT (50V. alternatif)</li> <li>■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rappels (alternatif) : HTA &lt; 50 KV - HTB &gt; 50 KV</li> <li>■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension</li> <li>■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués</li> <li>■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ...</li> <li>■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ...</li> <li>■ travaux en façade d'immeuble</li> </ul>
<b>Retrait ou confinement d'amiante friable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation</li> <li>■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier</li> <li>■ travaux de retrait avant démolition</li> <li>■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...</li> </ul>
<b>Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)</li> </ul>
<b>Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage</b> (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ démolition totale ou partielle d'ouvrage</li> <li>■ réhabilitation totale ou partielle</li> </ul>
<b>Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail</li> <li>■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.</li> </ul>
<b>Reprise en sous-œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre</li> <li>■ voir article R.4534-26 du code du travail</li> </ul>
<b>Travaux exposant à des radiations ionisantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ radiographies de soudures, rayons X, etc.</li> </ul>
<b>Risques de noyade</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...</li> </ul>
<b>Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ...</li> <li>■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression &gt; 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)</li> </ul>
<b>Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail</li> </ul>
<b>Usage d'explosifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux publics - démolitions d'immeubles</li> </ul>
<b>Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.</li> </ul>

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>7</b>
1.1 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION	7
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS	9
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
2.3. DANGERS LIÉS À L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	17
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DÉCOULENT</b>	<b>18</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	18
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX ET MATÉRIELS - MESURES DESTINÉES À LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	20
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX	22
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ÉLIMINATION ou d'ÉVACUATION DES DÉCHETS ET DÉCOMBRES	24
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE PROVISOIRE	24
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	26
3.7. MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	27
<b>4. INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER</b>	<b>36</b>
4.1. INTERFÉRENCES AVEC UN ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	36
<b>5. SECOURS ET ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>37</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	37
<b>6. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS</b>	<b>41</b>
6.1. MODALITÉS DE COOPÉRATION : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	41

<b>7. ANNEXES</b>	<b>45</b>
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	45
7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	49
7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	49
7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	49
7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	49
7.6. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	50

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

Réaménagement du CIO de GIVORS - GIVORS (69)

**Descriptif de l'opération :**

6 Rue Jacques PREVERT 69700 GIVORS

Réaménagement des espaces intérieurs et de l'entrée du CIO de GIVORS

**Calendrier :**

Date début des travaux : 13/07/ 2026

Durée totale des travaux : 3 MOIS

**Planning - Phasage de l'opération :**

Selon planning chantier

Démarrage des travaux le 30/08/26 pour une durée au 18/12/26 ( période de préparation incluse )

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 4

Effectif pointe prévisible : 8

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2 Mode de consultation

Marché à procédure adaptée

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Déclaration préalable

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

#### 1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Demande d'autorisation de voirie

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:


- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.



- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.





## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
84	<p><b>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL:</b> le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'oeuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul> <p><b>Identification des entreprises</b></p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
				
41	<p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p> <p><b>Les compagnons devront avoir le logo de leur entreprise sur la tenue de travail</b></p>	Maître d'oeuvre	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier


	<b>Clôture de chantier</b>			
				
62	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux autour de la base de vie et de zone de stockage, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p><u>Caractéristiques générales</u></p>	Maître d'œuvre	Titulaire du lot	Avant interv.
				
73	<p>1. Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES seront mis en place au niveau des portes d'accès, ainsi qu'au niveau des zones de stockage des matériaux.</p>	Maître d'œuvre	Titulaire du lot	Ph. préparation



93	<p><b>Emploi de salariés détachés</b></p> <p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u>  L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :  - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation;  - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</p> <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</u>  Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :  - une copie de cette déclaration;  - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment).  A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Toutes entrep.	Durée chantier
65	<p><b>Fournisseurs - Livreurs</b></p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.  Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.  Le "<b>Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité</b>" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p>	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
21	<p><b>Déclaration de sous-traitants</b></p> <p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
103	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Les seules personnes autorisées à accéder au chantier sont :  - le personnel des entreprises, leurs sous-traitants agréés, leurs fournisseurs, livreurs ou prestataires,  - la maîtrise d'œuvre et les bureaux d'études et de contrôle (architecte, maître d'œuvre, économiste, BET, contrôleur technique, coordonnateur SPS ...)  - le maître d'ouvrage et les personnes qu'il aura agréées  - les représentants des organismes de prévention (inspection du travail, CARSAT, OPPBTP)  Tout intervenant sur le chantier devra être équipé des EPI nécessaires (casques, chaussures de sécurité ...)</p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier



DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER				
				
	Accès chantier par l'allée Marianne			
3	Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise. <b>Horaire ouverture chantier</b>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
				
52	La plage horaire de travail est : 07h30-18H00 du Lundi au Vendredi. A définir par la MOA	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER




N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
102	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace. <b>Organisation générale</b> <u>Projet de plan d'installation de chantier</u>	Maître d'oeuvre		Avt arriv. Ent
				

92	<p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</li> <li>2. Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</li> <li>3. L'emplacement des clôtures de chantier.</li> <li>4. Les accès au chantier.</li> <li>5. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</li> <li>6. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</li> <li>7. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</li> <li>8. Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</li> <li>9. Les zones de stockage par type de matériaux.</li> <li>10. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</li> </ol> <p><u>Listing des entreprises, MOA, MOE, CSPS</u></p>	Maître d'oeuvre		Ph. préparation
70	<p>Une liste des entreprises, MOA, MOE, CTC, CSPS avec le nom et le numéro de téléphone sera affichée au niveau de la base vie</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
27	<p><b>CLOTURE DE CHANTIER</b></p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p> <p><b>Panneau de chantier</b></p>	Maître d'oeuvre	Titulaire du lot	Durée chantier
				
58	<p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	avant début des travaux
66	<p><b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b></p> <p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p> <p><b>Plateforme de cantonnement</b></p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
60	<p>L'implantation du cantonnement est à définir</p>			Avant interv.

4	<b>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</b> Est-il prévu de réaliser dans l'emprise du chantier un parking pour le stationnement des véhicules personnels des salariés du chantier ? Faire une demande d'interdiction de stationner sur l'Allée Marianne au droit du portail de secours ( 6 places ) <u>A l'intérieur du chantier</u>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
43	Le parking sera exclusivement réservé aux compagnons travaillant sur le chantier <b>Demande d'arrêté de voirie à formulé &lt; Allée Marianne &gt;</b>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b> <b>Branchements</b> <u>Eclairage des postes de travail</u>				
				
44	Chaque entreprise devra le complément d'éclairage de ses postes de travail si nécessaire Le matériel sera en bon état et adapté aux conditions d'interventions. Il sera recommandé d'utiliser des éclairages de chantier de type projecteur à LED <u>Electricité (réseau intérieur)</u>		Toutes entrep.	durée du chantier
				

47	<p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. <b><u>Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.</u></b> Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain-pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. <b><u>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques,</u></b> ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89) <u>Eclairage des circulations</u></p>	CFO / CFA	CFO / CFA	Durée chantier
				
89	<p>&gt; Installer des éclairages de circulations provisoires tels que guirlandes LED.</p>	CFO / CFA	CFO / CFA	durée du chantier
	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p><u>Sanitaires</u></p>			
				
33	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p>Mis à disposition sur le chantier par la MOA</p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier




	<u>Salle de Réunion</u>			
				
25	<p>Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables.</p> <p>Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.</p> <p><u>Vestiaires</u></p>	Maitre d'ouvrage		Durée chantier
				
11	<p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p> <p>Deux armoires individuelles par compagnon: l'une pour les vêtements de ville, l'autre pour les vêtements de travail.</p> <p>Si nécessaire prévoir des locaux séparés pour le personnel féminin</p> <p>Local technique mis à disposition pour le vestiaire</p> <p><u>Réfectoire</u></p>	Maitre d'ouvrage	Titulaire du lot	Durée chantier
				




16	<p>Le réfectoire (dimensionné pour l'effectif de pointe) comprendra en particulier les tables et chaises en nombre suffisant.</p> <p>Un appareil permettant de réchauffer les aliments doit y être installé, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p> <p>&gt; le réfectoire sera équipé de système de chauffage en nombre suffisant pour maintenir la surface à une température supérieure à 18°C en hiver</p> <p>&gt; le réfectoire sera équipé <u>d'un système de climatisation</u> d'une capacité suffisante pour rafraîchir les locaux lors des canicules.</p> <p>&gt; points d'eau</p> <p>&gt; extincteurs...</p> <p>Mis disposition par la MOA sous réserve</p> <p><b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b></p>	Maître d'ouvrage	Titulaire du lot	Durée chantier
53	<p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, ...) sera nettoyé 1 fois par semaine .</p> <p>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure</p> <p>Une feuille d'émargement sera affichée au niveau de la base vie afin que la société de nettoyage puisse viser son passage</p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
61	<p><b>MOYENS COMMUNS PREVUS</b></p> <p>L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier



### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
95	<p><b>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</b></p> <p>Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier.</p> <p>Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.</p> <p><b>Canicule</b></p> <p><u>Plan canicule</u></p>		Toutes entrep.	Durée chantier
				
15	voir consignes en annexe	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	durée canicule

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
90	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES</b> La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> . <b>Interférences</b> <u>Engin / engins ou véhicules</u>			Durée chantier
				
40	Avant le début du chantier: > Faire transmettre au CSPS les vérifications des engins de chantier > Faire transmettre au CSPS les autorisations de conduite des compagnons	Entrep. concernée	Entrep. concernée	durée des travaux
24	<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b> Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.		Toutes entrep.	Durée chantier


	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b> <b>Echafaudage commun</b>			
				
83	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• accès interdit, échafaudage en cours de montage</li> <li>• puis accès interdit aux personnes non autorisées</li> </ul> <p><b>&gt;La convention de prêt mise en place entre les différentes entreprises devra être suivie par des formations sécurité au travail sur échafaudage</b></p>			Durée chantier
	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</b>			
				
30	<p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier

36	<b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>			Durée chantier
----	---	--	--	----------------

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p> <p><b>Chute de la charge</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
82	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Approvisionnement géré avec un compagnon de manoeuvre</li> <li>&gt; Délimitation de la zone de déchargement</li> <li>&gt; Pas de survol de compagnons avec une charge</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier



69	<p><b>UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE</b></p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p> <p><b>Utilisation engins de levage</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
1	<p>Lors de l'utilisation d'engins de levage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; fournir VGP de l'appareil qui va être utilisé au CSPS</li> <li>&gt; fournir autorisation de conduite au CSPS</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	avant intervention
	<p><b>MESURES DESTINÉES À LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b></p>			
				
54	<p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

	Aide à la manutention ( grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)			
				
8	<p>&gt;Privilégier des moyens d'aide à la manutention manuelle (transpalette électrique, diable, chariot élévateur, palan, chariot à roulette ...) tout cela pour diminuer le risque port de charges lors des approvisionnements des matériaux</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
35	<p>&gt; L'utilisation d'un monte matériaux peut être envisagé et la mise en place d'un camion équipé de bras articulé pour la manutention des matériaux pour la charpente, couverture</p> <p><b>conditionnement des matériaux et matériels</b></p> <p>Utiliser des matériaux conditionnés de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus.</p> <p>Utiliser les emballages "petit calibre" recommandés par la CARSAT.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier


### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFÉRENTS MATÉRIEL

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES</b>			
	 <p>Accès chantier et livraison 13 Allée Marianne</p>			
67	<p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>• Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>• Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	Maître d'œuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier



<b>Livraisons - Approvisionnements</b>				
				
80	<p>Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant.</p> <p>Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.</p> <p>Un document harmonisé des organisations de livraisons (DHOL) sera annexé dans le PGC.</p> <p>Le DHOL est le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons. Il est issu d'une recommandation de la CNAM. Ce document permet de préparer les livraisons en toute sécurité et notamment la coordination entre les différentes entreprises.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
74	<p><b>Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage</b></p> <p>Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation du stockage des matériels:</p> <p>Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.</p> <p>Elles seront délimitées au moyen de barrières HERAS ou tout autre moyen permettant une sécurisation de la zone, signalées avec des panneaux de chantier</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
<b>STOCKAGES</b> <b>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</b> <u>Entreposage, stockage de substances dangereuses (FDS)</u>				
				
20	<p>Le stockage de produits dangereux pour la santé selon le code du travail est à planifier avec le maître d'ouvrage.</p> <p>Toutes les informations relatives aux conditions de stockage sont expliquées dans les fiches de données de sécurité et par les fournisseurs des dits produits.</p> <p>Communiquer FDS au CSPS</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier


### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	<p><b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b></p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p> <p><b>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
101	<p>Les entreprises évacueront au fur et à mesure leurs déchets hors de l'emprise pour ne pas obstruer les zones de travaux</p> <p>La zone devra être signalée et sécurisée par de la rubalise ou des barrières de chantier ou des filets de chantier de manière à éviter tout risque d'accident avec les tiers.</p> <p>Chaque rotation de la benne sera réalisée à l'aide d'un compagnon de manoeuvre.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GÉNÉRALES</b> De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
39	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective</b> L'enlèvement temporaire d'une protection collective est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. Définir et mettre en place ces mesures compensatoires lors de la réunion protections collectives.	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Quotidien
23	<b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE PROVISOIRE : MESURES GÉNÉRALES</b> <b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalés par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	CFO / CFA	CFO / CFA	Durée chantier




50	<p><b>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</b></p> <p>Faire vérifier l'ensemble des installations électriques provisoires de chantier par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant sa mise en service ;</li> <li>- à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ;</li> <li>- périodiquement, au moins une fois par an.</li> </ul> <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu à l'article 55 du décret du 14.11.1988.</p> <p>Ensemble de l'installation électrique base vie, coffrets seront vérifiés par un bureau de contrôle agréé, avec copie d'une attestation de conformité sans réserve transmise au coordonnateur SPS.</p> <p><b>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</b></p> <p><u>Armoires, coffrets, prolongateurs</u></p>	CFO / CFA	CFO / CFA	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
				
100	<p>Sur demande écrite, le lot électricité fournira des coffrets de chantier (voir description ci dessous) ainsi que les PV de vérifications de l'organisme de contrôle au coordonnateur SPS.</p> <p><b>Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m, afin d'éviter une prolifération des enrouleurs ou rallonge au sein du chantier</b></p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 3 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé.</p> <p>Classé IP 65 Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. <u>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</u></p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89)</p>	CFO / CFA	CFO / CFA	Durée chantier


### 3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
75	<b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b> Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de mise à disposition</li> <li>les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier



### 3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b>			
	Current report item is not supported in this report format.			
10	Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier



	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR À PARTIR DES PLANCHERS, TRÉMIES, RÉSERVATIONS, GAINES, REGARDS</b>			
				
5	<p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré-dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...).</p> <p>Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section &lt; à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section &gt; à 1m²).</p>			Durée chantier
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ÉCHAFAUDAGES</b>			
				
98	<p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée interv.
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ÉCHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</b>			
				
63	<p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail.</p> <p>La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

	Echelles			
				
6	<p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention.</p> <p>Merci de privilégier les plateformes gazelle ou échafaudage télescopique TELETOWER</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
45	<p><b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b></p> <p>Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
2	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b></p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
81	<p><b>Remise du planning initial</b></p> <p>Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi, calendrier des travaux tout corps d'état avec le phasage associé</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	dès que possible
49	<p><b>Mises à jour du planning</b></p> <p>Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur SPS au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité. et des mesures complémentaires éventuelle de prévention.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier


78	<b>Interventions simultanées</b> <u>Travaux superposés</u> Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
104	<b>RISQUES LIÉS À LA CO- ACTIVITÉ : REGLES GÉNÉRALES</b> La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention : - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. <b>Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières</b>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
				



97	<p><b>Nuisances dues aux poussières</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ventiler les locaux hors d'air</li> <li>- humidifier les matériaux ou le sol</li> <li>- aspirer les poussières à la source</li> <li>- isoler la zone de travaux du reste des compagnons</li> <li>- port des EPI obligatoires</li> </ul> <p>La voie de pénétration des poussières métalliques ou bois dans l'organisme est la voie respiratoire.</p> <p>Ces poussières génèrent une atteinte pulmonaire grave et invalidante qui n'apparaît en général qu'après plusieurs années d'exposition et son évolution se poursuit même après cessation de l'exposition.</p> <p><b>Produits Chimiques</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
				
85	<p>Omniprésents sur les lieux de travail, les produits chimiques passent parfois encore inaperçus. Pourtant de nombreux produits chimiques peuvent avoir des effets sur l'homme et son environnement.</p> <p>Colles, résines, fluides, diluants, dégraissants, colorants, peintures...</p> <p>Les produits chimiques sont présents dans tous les secteurs d'activités les effets à long terme peuvent être dévastateurs pour les personnes qui les utilisent mal.</p> <p>Merci de faire parvenir au CSPS les fiches de données de sécurité des produits que vous utilisez: colle, peinture....</p> <p><b>Risques liés à l'utilisation de Nacelle , petits engins de chantier, chariot élévateur ...</b></p>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée	Durée interv.
				



87	<p>&gt; Fournir les autorisations de conduite des compagnons et les contrôles périodiques des engins qui seront utilisés sur le chantier. Chariot élévateur, nacelle, mini pelle...</p> <p>&gt; Lors de l'utilisation d'un engin de chantier de type Pelle ou autre, personne ne doit se trouver dans l'axe de rotation du bras durant la phase de travail ou à proximité d'un engin de chantier (angle mort très important)</p> <p>&gt; Pour cela mettre en place une sécurisation du périmètre au moyen de rubalise, de filet de chantier visant à délimiter le champ d'action de l'engin</p> <p>&gt; si nécessaire : mettre à disposition un compagnon de manoeuvre sécurisant les travaux</p> <p><b>Coupure</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
76	<p>Beaucoup de travaux nécessite d'utiliser des couteurs, des couteaux, des disques pour découper du carrelage, des scies circulaires pour les planches de coffrage</p> <p><b><u>Prévoir des lieux de travaux de découpe isolés du reste des compagnons: balisage de la zone d'intervention, proche d'une ouverture afin que les poussières s'évacuent plus rapidement.</u></b></p> <p>Il est important d'avoir une bonne position de travail et des équipements adaptés.</p> <p>&gt; GANTS ANTI COUPURE DE NIVEAU 5</p> <p>&gt; DES ETABLIS PLIANTS QUI SE REGLENT A LA BONNE HAUTEUR DE TRAVAIL,</p> <p><b>Travaux générant de fortes nuisances : bruit</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
26	<p><b>Nuisances dues au bruit</b></p> <p>Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires (capotage, écran, silencieux, pièges à son etc.) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Port des EPI obligatoires</p>	Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée interv.



	Travaux de soudure			
				
7	<p><b>PERMIS FEU OBLIGATOIRE LORS DE REALISATION DE TRAVAUX DE SOUDURE</b></p> <p>Les travaux de soudure sont considérés comme étant des travaux à risque de part:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Toxicité des fumées engendrées par cette activité</li> <li>&gt; Source de chaleur= risque d'incendie travail par points chauds</li> <li>&gt; Risque de brûlure Thermique et lésions oculaires</li> </ul> <p>Merci de privilégier le travail sans aucune coactivité.</p> <p>Mettre en place une aspiration générale ou canalisée au moyen de point de captage sur torche ou un aspirateur mobile de captage des fumées, rideau de soudure pour le risque lésions oculaires graves.</p> <p><b><u>EXTINCTEUR OBLIGATOIRE A PROXIMITE</u></b></p> <p><b>Travail par point chaud</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée interv.
				

72	<p><u>Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud et décrire la procédure mise en place au CSPS</u></p> <p><b><u>TRAVAIL PAR POINT CHAUD =</u></b></p> <p><b>30% des incendies ont pour origine des travaux par points chauds</b></p> <p><b>Parmi ces différents types de travaux, on retrouve notamment :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le soudage à l'arc électrique</li> <li>• Le soudage au chalumeau à gaz</li> <li>• L'oxycoupage</li> <li>• Le soudage au chalumeau de bande de bitume lors de travaux d'étanchéité</li> <li>• Le coupage</li> <li>• Le meulage</li> </ul> <p>Ces travaux génèrent <b>des projections incandescentes ou de la chaleur</b>, qui peuvent enflammer des matières combustibles situées à proximité du lieu d'intervention....</p> <p>PAS DE MATIERE INFLAMMABLE A PROXIMITE</p> <p><b><u>EXTINCTEUR OBLIGATOIRE A PROXIMITE</u></b></p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée	Durée chantier
17	<p><b><u>PORT DES E.P.I.</u></b></p> <p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise. Le prêt d'EPI aux visiteurs est assuré par l'intervenant de chantier concerné (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise).</p>	Tous interv. Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b><u>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</u></b></p>			
				
79	<p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p> <p><b>Consignes d'utilisation des PEMP</b></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée Toutes entrep.	Durée chantier
				

55	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenir à disposition les autorisations de conduite, elles doivent pouvoir être présentées aux organismes de prévention compétents</li> <li>- diffuser les autorisations de conduite au CSPS</li> <li>- Baliser de la zone d'évolution de la PEMP ainsi que de la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail</li> <li>- Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.</li> <li>- Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.</li> </ul>	Entrep. concernée Toutes entrep.	Entrep. concernée Toutes entrep.	Avant interv.
----	---	-------------------------------------	-------------------------------------	---------------


## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER



### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
48	<p>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</p> <p><b>Plans</b></p> <p><u>Récolement des réseaux enterrés</u></p> <p>Nous communiquer les plans de récolement indiquant l'implantation et la nature des réseaux existants.</p>	Maître d'ouvrage		Avant interv.



## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
86	<p><b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b></p> <p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p> <p><b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b></p>	Maître d'oeuvre		Avt arriv. Ent
				
32	<p>N° à composer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> ou <b>112</b> et le <b>114</b> (pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS à partir d'un téléphone fixe ou mobile).</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul> <p><b>PHARMACIE</b> : Pharmacie Lafayette Centrale 6 Place CARNOT 69700 GIVORS Horaires : samedi : 08:30–19:30 dimanche : Fermé lundi : 08:30–19:30 mardi : 08:30–19:30 mercredi : 08:30–19:30 jeudi : 08:30–19:30 vendredi : 08:30–19:30</p> <p><b>Centre Hospitalier de Givors Montgelas</b> 9 Av. Professeur Fleming, 69700 Givors 04 78 07 30 30</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

105	<b>MOYENS D'ALERTE</b> Des mesures communes d'organisation doivent être prises pour l'appel des secours ainsi que pour l'évacuation des travailleurs.	Maître d'oeuvre		
37	<b>Téléphone mobile</b> Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
28	<b>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER</b> Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention des secours et pour diminuer le délai de leur intervention. Le chantier doit être clairement identifié et ses accès par les secours doivent être repérés et balisés. Si il y a lieu des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier dégagés en permanence et parfaitement circulables doivent être réservés aux secours.	Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier. <b>Liste des SST</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
22	Fournir la liste des SST de votre entreprise, présents sur le chantier. Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier. <b>Trousse des premiers soins</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
				
38	Veiller à ce que chaque équipe dispose d'une trousse de premiers soins dans un endroit connu de tous et accessible à tout moment.  Le contenu de la trousse de secours sera vérifiée régulièrement, <b><u>elle se trouvera sur la zone des travaux ou dans la base vie</u></b> mais pas le camion	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

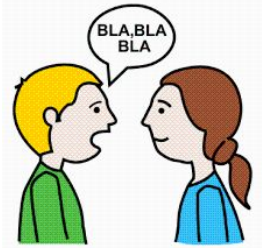
68	<b>EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES</b> Afin que toute personne blessée sur le chantier soit secourue dans les meilleures conditions, des consignes spécifiques au chantier pour l'alerte des secours doivent être établies et portées à la connaissance et appliquées par tous les intervenants du chantier. <b>Affichage</b>	Maître d'ouvrage	Tous interv.	Durée chantier
				
13	Afficher les consignes en cas d'accident grave et les différents numéros d'appels de secours auprès de chaque téléphone d'appel des secours.  Un aide mémoire sera fournit en Annexe du PGC.	Maître d'ouvrage	SECOND OEUVRE	Durée chantier
14	<b>EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES</b> Les règles relatives au stockage et à la mise en oeuvre des produits inflammables doivent être impérativement respectées sur le chantier. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être maintenu en permanence en parfait état de fonctionnement et régulièrement vérifié. Les procédures relatives au travail par point chaud doivent être respectées. Dispositions prises pour lutter contre l'incendie : extincteurs, permis de feu et éventuellement colonnes sèches et service de sécurité en cas de risques ou contraintes spécifiques Lorsque l'analyse des risques met en évidence un risque important d'incendie une concertation avec les services de secours et de lutte contre l'incendie doit être organisée.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
96	<b>Consignes incendie stockage</b> Stocker les produits inflammables hors des bâtiments , se référer aux prescriptions indiquées dans les fiches de données de sécurité <b>Consignes incendie interdiction de fumer</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
				
91	Respecter et faire respecter l'interdiction de fumer sur le chantier en dehors des zones et abris réservés à cette fin.  <b>Alcool et stupéfiants interdit sur le chantier</b>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

<b>Consigne incendie: Moyens de lutte</b>				
				
18	Des moyens de lutte contre l'incendie appropriés en nombre et en nature adaptés aux risques devront être installés : - dans le cantonnement - à proximité immédiate des postes de travail par points chauds <b>Point de rassemblement</b>	Maître d'ouvrage	Titulaire du lot	Durée chantier
				
64	En cas d'incendie ou d'accident sur le lieu du chantier, le personnel doit évacuer et se diriger au niveau de l'entrée du chantier	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier



## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
19	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> <b>Art. L. 4121-5.</b> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
88	<b>Sous-traitants</b> Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.  Les sous-traitants seront soumis aux memes règles que leur donneur d'ordre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
12	<b>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</b> Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmise, la compléter, et la lui retourner par mail.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>Langue Française</b> 			
77	Au sein de chaque entreprise, <b>présence obligatoire d'une personne comprenant et parlant le Français</b> ....le cas échéant le CSPS demandera à l'entreprise de sortir du chantier (il est important que toutes les personnes présentes sur le chantier puissent communiquer et que les paroles du CSPS soient comprises)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

57	<p><b>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</b></p> <p>Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel</b>. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS</b>. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prenom.nom@apave.com">prenom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au nom et au prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis.</p> <p><b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b></p>	Tous interv. Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
59	<p><b>PPSPS</b></p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

56	<p><b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b></p> <p>Avant toute intervention faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.</p> <p>Le PPSPS est un document de travail et de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lors de son élaboration (MOE, C.SPS, Conducteur de Travaux etc...)</li> <li>- Sur le chantier (Salariés, autres entreprises etc...)</li> <li>- A la fin du chantier (analyse des modifications et propositions d'amélioration)</li> </ul> <p>Le PPSPS doit comporter au minimum :</p> <p><b>1- Les noms et adresse de l'entreprise</b> L'adresse du chantier et l'effectif prévisible Les noms et qualité de la personne chargée de diriger les travaux</p> <p><b>2 - La description des travaux et méthodes de travail phase par phase et poste de travail par poste de travail en faisant ressortir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'application des Principes Généraux de Prévention</li> <li>b) Les risques propres à l'activité en tenant compte des contraintes d'environnement, les moyens de prévention choisis pour combattre les risques restants</li> <li>c) Les travaux qui présentent des risques d'interférence liés à la coactivité avec d'autres entreprises, les risques réciproques et les moyens de prévention proposés</li> </ul> <p><b>3 - Les mesures d'hygiène et locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tels que prévus dans le PGC</b></p> <p><b>4 - L'organisation des 1er secours de l'entreprise avec le matériel médical disponible, les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du PGC</b></p> <p>La partie description des travaux est la plus importante du plan ; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés au modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l'utilisation de substances ou préparations dangereuses, aux circulations et déplacements sur le chantier Les plans ou croquis remplacent avantageusement du texte</p> <p><b>Mise à jour du PPSPS</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
71	<p>Le PPSPS doit être l'objet de mises à jour en fonction de l'évolution des tâches sur le chantier les nouvelles versions sont à faire parvenir au coordonnateur SPS.</p> <p><b>Exemplaire au niveau de la base vie</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
34	<p>Chaque entreprise devra laisser un exemplaire papier de son PPSPS au niveau de la base vie</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	durée du chantier
29	<p><b>INSPECTION COMMUNE</b></p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
9	<p><b>Inspection commune obligatoire</b></p> <p>Prendre contact avec le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous d'inspection commune sur le chantier au moins 10 jours AVANT le début de l'intervention (sous traitant compris).</p> <p><b>Articles R4512-2 à R4512-5 du code du travail</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

<b>DOCUMENTS</b>				
94	<b>Documents relatifs à la prévention des risques sur chantier</b>			
	Transmettre au coordonnateur les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan d'installation de chantier</li> <li>le planning à jour des travaux</li> <li>les consignes de sécurité élaborées à l'occasion des travaux</li> <li>les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier</li> </ul>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
99	<b>Documents relatifs au DIUO</b> Le DIUO est un dossier qui rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures normalement prévisibles. Vous voudrez bien nous faire parvenir dès que possible les documents tels que plans, schémas, notices techniques, consignes, etc... nécessaires à sa constitution.	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	RECTORAT DE LYON 92, Rue de Marseille 69354 LYON France		0472806353 audrey.lepessec@region-academique-auvergne-rhone-alpes.fr
Maître d'ouvrage personne physique	RECTORAT DE LYON 92, Rue de Marseille 69354 LYON France	Mme LEPESEEC Audrey	0472806353 audrey.lepessec@region-academique-auvergne-rhone-alpes.fr
Maître d'oeuvre	ARCHI MONT D'OR 12, rue des Ecoles 69450 SAINT CYR AU MONT D'OR France	M. ROJON Marc	0472530935 0671665589 architecte69@archi-mont-dor.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON EST 5 Rue Alice Guy Blaché 69800 ST PRIEST France	M. THIBAUT SYLVAIN	sylvain.thibault@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC GRAND LYON EST 5 Rue Alice Guy Blaché 69800 ST PRIEST France	M. THIBAUT SYLVAIN	sylvain.thibault@apave.com

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETS DU RHÔNE 8-10 Rue du Nord 69100 VILLEURBANNE France	M. DDETS DU RHÔNE Section 1 UC 7	0472655850 ddets-uc7@rhone.gouv.fr
CRAM	CARSAT RHONE-ALPES (69) 26 rue d'Aubigny 69436 LYON CEDEX France	Mme CHAPUS Christine	0472919846 0616794914 0472919856 christine.chapus@carsat-ra.fr
OPPBTP	OPPBTP 69 LYON 45 AVENUE LECLERC 69007 LYON France	M. DULAC	0478373602 0617363047 0478376923 lyon@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------



### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	SECOND OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
02	CFO / CFA	<i>Non désigné</i>							
03	CVC PLOMBERIE	<i>Non désigné</i>							
04	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
05	AMENAGEMENT EXTERIEUR	<i>Non désigné</i>							
06	AGENCEMENT BANQUE D'ACCEUIL	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

## 7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

## 7.4. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe.

## 7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

PLAN PARTICULIER SIMPLIFIE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

**7.6. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES****Fichier(s) en annexe**

DHOL CIO GIVORS

6 Rue jacques Prévert GIVORS

- PLANNING PREVISIONNEL phase DCE MàJ 20260511.mpp

	<h1>D.H.O.L.</h1> <p>Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (Application de la Recommandation R.476)</p>			

Indice	Date	Objet des mises à jour	Nom du C. SPS APAVE	☎
01		Rédaction initiale - DHOL joint au PGC	Sylvain THIBAUT	06 10 32 68 56
			<a href="mailto:sylvain.thibault.apave.com">sylvain.thibault.apave.com</a>	

Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS			
Adresse du chantier	<b>6 Rue Jacques PREVERT 69700 GIVORS</b>	Coordonnées GPS	45.58444, 4.76782
Contraintes horaires de livraison	HORAIRE DE CHANTIER à définir	Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS	
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)			Quai de chargement <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise					
Nom de l'entreprise			Adresse		
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons			Coordonnées du réceptionnaire	☎	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit :		PTAC :		Autres caractéristiques :
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) : D max = m	Hauteur max zone déchargement (en mètre) : H max = m		
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :			
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)				
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier				
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur			Type :	
Signallement de co activités prévisibles le jour de la livraison	Description :				
	Mesures de prévention :				





**RECTORAT DE LYON**

**CIO DE GIVORS**

**Planning prévisionnel phade DCE**

**CIO DE GIVORS**  
**Planning prévisionnel phade DCE**

### Planning prévisionnel phade DCE

[illegible]